



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 12/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHWEITZER

128 et 198 impasse Clément Ader
54710 Ludres

Références : 2026_0342
Code AIOT : 0006205874

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SCHWEITZER implanté 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 Ludres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHWEITZER
- 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006205874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCHWEITZER est spécialisée dans la production d'emballages ménagers (sacs plastiques

et biodégradables). Elle est autorisée à exploiter ses installations par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 1.5.1	Sans objet
2	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 7.5.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a adressé un dossier visant à l'extension des capacités de production et comportant une demande d'examen au cas par cas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite d'inspection de 2025, l'exploitant avait précisé qu'un nouveau porter à connaissance serait prochainement transmis à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, afin de déclarer les modifications réalisées sur le site depuis 2018 (date du dernier porter à connaissance) notamment en ce qui concerne l'augmentation de la transformation de polymères (rubrique icpe 2661) dont au vu des éléments communiqués verbalement par l'exploitant, la quantité de matière susceptible d'être traitée serait supérieure à 100 tonnes par jour (actuellement 75t/j). Au jour de la visite, la société SCHWEITZER n'avait pas encore transmis ce document. Toutefois, postérieurement à la visite, un dossier de demande d'examen au cas par cas pour une extension de l'activité a été déposé le 30 avril, il est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 7.5.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement déversées au point n°2 susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'une incendie (y compris les eaux d'extinction et de

refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 600 m³ avant rejet vers le milieu naturel.

Constats :

Le point de rejet codifié n°2 correspond au rejet vers les eaux superficielles. Les effluents transitent par un séparateur d'hydrocarbures puis sont dirigés vers le canal de jonction (canal de la Marne au Rhin / canal de l'Est).

Par courriel du 29 février 2024, la Métropole du Grand Nancy avait informé l'inspection des installations classées que, dans le cadre de la préparation de l'arrêté d'autorisation de déversement pour l'établissement SCHWEITZER, plusieurs interrogations subsistaient concernant le bassin de confinement, lequel est équipé de deux obturateurs à commande manuelle permettant le confinement des eaux d'incendie ou des eaux polluées en cas d'incident. Le fonctionnement de ce bassin soulève des questions, car il apparaît que :

- la conduite de fond est raccordée au réseau public des eaux usées,
- la conduite de surverse est raccordée au réseau d'eaux pluviales.

Or, le bassin étant maintenu ouvert en exploitation normale, les eaux pluviales se déversent dans le réseau métropolitain des eaux usées, ce qui constitue une non-conformité.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que la conduite de fond est bien reliée au réseau des eaux usées, mais que la vanne de fond est maintenue fermée depuis octobre 2025. Il a précisé que le dénivelé actuel de la conduite ne permet pas un raccordement au réseau d'eaux pluviales.

L'inspection a constaté la présence d'eau dans le bassin de rétention, ce qui corrobore les déclarations de l'exploitant quant à la fermeture de cette vanne. Toutefois, même si le niveau observé lors de la visite était largement inférieur au niveau de confinement (niveau B - Plan étude bassin du 19/11/2024), les éléments transmis par l'exploitant montrent que ce bassin, à lui seul, n'a pas la capacité nécessaire pour retenir l'ensemble des eaux en cas d'incendie.

Le site dispose néanmoins d'une rétention déportée de 500 m³. Au total, 964 m³ de rétention sont disponibles en cas d'incendie, ce qui permet au site de contenir les eaux d'incendie (600 m³ et le premier flot des eaux pluviales (360 m³).

L'exploitant a indiqué que ce point fait partie des éléments en révision et sera traité dans le dossier mentionné au point 1 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite